

➤ Suivez-nous sur :
latribunedestravailleurs.fr
& latribunedescanuts.fr

Dimanche 30 juin 2019

1050 emplois supprimés à General Electric UNITE POUR LE MAINTIEN DE TOUS LES SITES ET TOUS LES EMPLOIS !

En rachetant la branche énergie d'Alstom, General Electric (GE) avait promis 1000 emplois supplémentaires en France. Ce sera finalement 1000 emplois supprimés ! Principalement à Belfort mais aussi à Villeurbanne où une restructuration est programmée, touchant des dizaines de salariés.

Rachat d'Alstom Energie par General Electric : la lourde responsabilité de Macron-Hollande

Emmanuel Macron était ministre de l'Économie à l'époque du rachat d'Alstom Energie par General Electric. Hugh Bailey – actuel patron de GE France – était alors son conseiller à Bercy. Et en 2015, c'est lui qui dirigea le rachat !

En mai 2015, Bailey vient lui même à Belfort garantir aux salariés d'Alstom et GE "l'avenir industriel" de la cité du Lion. En février 2017, le président François Hollande (PS) vient à Belfort assurer que les engagements de GE en matière d'emplois « sont tenus ». Deux ans plus tard, toutes les belles promesses se sont envolées.

Qui peut donc croire les promesses du ministre actuel de l'Economie sur les emplois ? Alors même qu'il demande au patron de GE d' « améliorer son plan social » (sic) !

A Villeurbanne, une centaine de postes impactés

La large restructuration de General Electric impacte l'établissement villeurbannais GE Grid Solutions (spécialisé dans le transport d'électricité à haute tension) : une centaine de postes (sur 240) devraient être transférés à Aix-les-Bains dans les prochains mois.

Un marché de dupes, pour les salariés de l'ancien fleuron industriel Alstom Grid, réunis avec leur syndicat CGT : ils sont « beaucoup à être tenus par la famille ou les crédits sur le logement ». Certains craignent déjà de se retrouver au chômage. À Aix, « ils vont fermer deux ateliers », il y aura aussi « du reclassement » et sont prévus « au moins 80 licenciements secs » confient-ils (Le Progrès, 15 juin 2019).

Les syndicats de Villeurbanne (CGT, CFDT et CGC-CFE) veulent faire des propositions pour maintenir des emplois ouvriers à Villeurbanne. Silence côté mairie.

Tout de suite, UNITE PARTOUT pour le maintien de tous les emplois et l'arrêt du plan de GE

8 000 ouvriers, habitants et élus de la région de Belfort ont manifesté le 22 juin pour la défense des emplois et de l'industrie. C'est le combat dans l'unité qui peut établir le rapport de force pour faire reculer la direction de General Electric et ses soutiens, Macron en tête. L'unité doit se réaliser, à Villeurbanne comme à Belfort.

Le POID soutiendra toute initiative exigeant le maintien de tous les emplois et de tous les sites.

Nous nous adressons à la population, aux élus, aux partis se réclamant du mouvement ouvrier : agissons ensemble en ce sens !

Extrait du projet de Programme d'action du POID

Le POID combat pour un gouvernement ouvrier qui « prendrait, dès les premiers jours de constitution, les mesures d'urgences qu'appelle la situation (...), l'interdiction des licenciements, et la nationalisation sans indemnités ni rachat des grands moyens de production et des banques (...) »

Extrait du Manifeste « pour une liste d'unité ouvrière à Villeurbanne »

« Les Villeurbannais doivent pouvoir voter pour une liste ouvrière porteuse d'un mandat qui incarne et relaie les revendications et luttes sociales, par son action – et non de vagues promesses. (...) Constituer une liste ouvrière d'unité c'est donc affirmer notamment : Pour faire interdire les licenciements et les fermetures d'industries de la commune (en particulier General Electric, Alstom, ACI,...) : agir pour la nationalisation ! »

Discutons-en !